

## ENQUÊTE SUR LE PARKING À ÉTAGES DE CONSTANTINE

# Retards inexpliqués et avenants à la pelle !

**Le rapport sur le parking à étages, récapitulant les conclusions de l'enquête dirigée par une commission de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Constantine, est accablant.**

Conçu en 2001 pour un montant de 26 milliards de centimes et un délai de réalisation de 22 mois, le projet n'est toujours pas achevé et continue d'engranger de l'argent public, le taux d'avancement des travaux n'ayant pas dépassé les 85% après neuf ans. Un retard qui demeure inexpliqué, selon les enquêteurs, et qui pose plus d'un point d'interrogation. Le projet a consommé près du triple du montant initial (66 milliards), soit 40 milliards de réévaluation, ce qui enfreint la loi sur les marchés publics, stipulant que les avenants ne doivent aller au-delà de la moitié du coût du projet. Pis encore, la commission d'enquête a constaté beaucoup de malfaçons dans l'exécution des travaux, s'agissant de la hauteur à l'étage et l'installation de la charpente métallique notamment.

Selon le président de la commission, l'avocat Saâd Bghidja, l'enquête, présentée jeudi dernier lors de la 4<sup>e</sup> session de l'assemblée, ne visait pas à désigner des coupables mais de cerner les causes du retard et formuler des recommandations. Or, cet élu a dénoncé la non-coopération des services de l'APC de Constantine, le projet étant programmé sur PCD (plan de développement communal). La mairie de Constantine n'aurait livré, selon M. Bghidja, que les fiches techniques décrivant le projet. «C'est ce que nous



Photo : DA

disposons comme documents», se justifiera le maire de cette commune. L'entreprise privée chargée du revêtement du sol a également boudé l'audience que la commission lui a réservée pour les besoins de l'enquête. Cette entre-prise, engagée suivant un contrat de six mois qui expire le 31 décembre prochain, n'a, pour information, toujours pas entamé son travail.

Revenant sur l'historique du projet, la commission d'enquête a précisé que le projet fut confié en 2001 à l'entreprise publique Sapta qui a présenté la meilleure offre (livraison de la structure dans ans pour un montant de 25 milliards). Ce faisant, la Sapta s'est confrontée au problème de financement parce que

l'argent dégagé par les collectivités locales de Constantine, 3 milliards par la commune et 3 milliards par la wilaya, était insuffisant. Les deux collectivités pouvaient budgétiser plus d'argent pour le financement du projet. La Sapta s'est par la suite entendue avec le maître d'ouvrage (la commune) sur une autre formule portant réalisation de la seule ossature métallique. Quatre avenants, estimés à 15 milliards de centimes, furent dégagés pour cette entreprise pour l'érection de cette ossature.

Les travaux furent repris en 2005 par une entreprise publique, à savoir l'Engoa, qui fut engagée pour l'achèvement d'une partie du projet pour un montant initial de 6 milliards

et un délai de 14 mois. Cette entreprise a également perçu des avenants estimés à 17 milliards, mais n'a pas honoré son contrat, qui a expiré en mai 2008, et est partie, selon les enquêteurs, avant de terminer les travaux. Des travaux payés rubis sur l'ongle, l'entrée du parking et les escaliers, mais qui n'ont pas été réalisés.

Le projet fut, en effet, divisé en trois lots pour faire vite et éviter d'autres retards qu'engendrera l'examen du marché au niveau de la commission nationale des marchés publics. En plus de l'Engoa, le maître d'ouvrage a engagé deux entreprises privées pour l'achèvement des travaux (habillage...) dont cette entreprise qui devait revêtir le sol mais qui n'a toujours pas entamé son travail. Jusqu'à maintenant, les deux collectivités ont déboursé 66 milliards, soit, respectivement, 37 milliards par la commune et 29 milliards par la wilaya, sans que le parking soit réceptionné.

La commission d'enquête a recommandé, entre autres, de ne plus confier la gestion de tels travaux aux communes lesquelles ne disposent pas des moyens nécessaires pour le faire. Notons que la commission d'enquête n'a pas abordé le volet comptable et son corollaire du service fait. Les enquêteurs se sont contentés de dresser un état des lieux.

Il convient de signaler que ce fameux parking à étages est une structure métallique conçue en R+5, érigée non loin de la gare ferroviaire de Constantine sur une superficie de 2 900 m<sup>2</sup> et destinée à contenir 535 véhicules. 16 locaux commerciaux sont également prévus en bas de cette structure.

L. H.

## BOUIRA

# Vers le lancement de la réalisation du pôle universitaire

**En visite à Bouira le ministre a inspecté les travaux d'aménagement, en voie d'achèvement, de l'ex-ITE de Bouira en résidence universitaire, en perspective de la prochaine rentrée.**

Interrogé par un groupe d'étudiants en grève, lors de sa visite d'inspection au niveau du centre universitaire de Bouira, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, a considéré que la protestation des étudiants relative au manque de transport et autres problèmes était injustifiée compte tenu que certaines revendications qui lui ont été posées n'avaient pas lieu d'être citées.

Au départ, la délégation ministérielle s'est

rendue dans la banlieue ouest de la ville de Bouira pour visiter l'assiette d'un terrain d'une superficie de 55 hectares qui a été réservée pour la construction du futur pôle universitaire de Bouira. Selon l'étude préliminaire, la capacité d'accueil de cette infrastructure, qualifiée par M. Harraoubia d'une grande opportunité pour la wilaya de Bouira, sera composée de 8 000 places pédagogiques, où seront ouvertes des spécialités nouvelles dans les domaines technique et scientifique, qui vont être en adéquation avec les spécificités de la région telles que la géologie, l'hydrologie et d'autres.

Le ministre a inspecté les travaux d'aménagement, en voie d'achèvement, de l'ex-ITE de Bouira en résidence universitaire, en perspective de la prochaine rentrée. Ce projet, d'une capacité de 1 500 lits, a coûté, selon les

informations fournies, 5,8 milliards de centimes. Notons qu'un autre projet de réalisation de résidence universitaire (1 000 lits) va être entamé, il servira à renforcer la résidence des 2 000 lits déjà existante. Au niveau du centre universitaire Colonel Akli Mohand Oulhadj, le ministre a visité les blocs pédagogiques de l'institut des sciences (d'une capacité de 2 000 places pédagogiques) et les sites choisis pour la réalisation de l'auditorium et de la bibliothèque centrale, ainsi que le restaurant universitaire central de 1 000 plats/jour, qui vient d'être achevé. Par ailleurs, nous avons appris que le département de tamazight créé depuis deux ans au niveau du centre universitaire de Bouira a été proposé pour assurer la formation des enseignants au profit du ministère de l'Education.

Amine Han.

## TIZI-OUZOU

# RN25 : une heure pour faire deux kilomètres

**C'est la galère pour les usagers de la RN25 allant ou venant de Tizi-Ouzou.**

En effet, le lieu dit «La casse», situé entre Draâ-Ben-Khedda et le Pont noir, est devenu infernal pour les automobilistes venant ou se rendant à Draâ-El-Mizan, Boghni, Tizi-Gheniff ou Bouira. La cause principale de ce grand désagrément n'est autre que les nids-de-poule qui se sont formés à proximité de

l'intersection allant à Zerrouda, que les chauffeurs tentent d'éviter en roulant à petite vitesse. Ajouter à cela le stationnement et la sortie anarchique des véhicules du «cimetière des véhicules», nom donné pompeusement à cette casse de voitures qui ne cesse de grossir de jour en jour.

«C'est du jamais vu, habituellement je faisais à peine 45 minutes pour rejoindre la ville des Genêts, ces derniers temps, j'en fais plus de deux heures. C'est trop, il est temps que les autorités interviennent pour remettre de l'ordre et soulager les citoyens empruntant cet axe routier», nous dira, dépité, un automobiliste. Il était à peine 7h30 à notre arrivée sur les

lieux, la file de voitures de plus d'un kilomètre avançait à pas de tortue. Une anarchie indescriptible est causée par quelques chauffeurs qui se croient malins, en tentant de passer par les pistes de droite et de gauche. Ce comportement irresponsable est à l'origine, quelquefois, d'échanges peu aimables au point d'en arriver aux mains.

Aït Moh O.

## SIDI-BEL-ABBÈS

### LOGEMENT SOCIAL

## La contestation gronde toujours

La contestation des postulants écartés de la liste des logements sociaux, affichée la semaine dernière, gronde toujours dans la ville de Sidi-Bel-Abbès, et l'on a appris que plus d'une dizaine de personnes ont été interpellées par les services de sécurité dans la journée de jeudi dernier puis relâchées. Ces personnes, selon nos sources, ont manifesté leur mécontentement et exigé de voir le chef de daïra.

Depuis lundi dernier, premier jour de l'affichage des listes attendues depuis près de huit ans, la contestation se fait et se défait. Les demandeurs écartés ne savent plus à quel saint se vouer pour faire entendre leurs doléances sachant pertinemment que la prochaine attribution de logements sociaux n'est pas pour bientôt. Toujours est-il, quelque 200 personnes ont désigné, mardi passé, un groupe pour les représenter. Elles ont énuméré les irrégularités ayant entaché cette distribution comme par exemple des personnes ayant bénéficié d'un logement alors qu'elles en disposent déjà, des bénéficiaires à peine sortis de l'adolescence, des célibataires...

Les contestataires ont déclaré être en possession d'une liste de 50 bénéficiaires qui ne répondent pas aux conditions d'attribution d'un logement social. Bref, si la contestation reste encore manifeste après plusieurs jours à Sidi-Bel-Abbès, on est loin des émeutes de 2001 où Sidi-bel-Abbès a vécu des scènes de violence et de saccage qui ont ciblé ses édifices publics. Pour rappel, dans la journée de lundi dernier, les listes de distribution de 567 logements sociaux ont été placardées à travers 14 sites de la ville. Maintenant que la liste des bénéficiaires est connue, les recours abondent sur les bureaux de la daïra et les réels bénéficiaires devront attendre les listes définitives pour être fixés sur leur sort.

A.M.

## Les écumeurs de la localité de Aïn-El-Berd à l'ombre

La police de la localité de Aïn-El-Berd (Sidi-Bel-Abbès) a dernièrement mis fin aux agissements d'un groupe de trois personnes qui écumaient la localité. Les trois malfaiteurs ont été écroués sous les chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs, vol qualifié multiple, effraction et recel par le procureur de la R00épublique de Sfifef. C'est suite aux plaintes successives de citoyens et dont la première remonte au 25 novembre dernier que la police a mené des investigations qui se sont soldées par l'arrestation des loubards. La première plainte émane d'un gérant de menuiserie dont l'atelier a été combriolé ; la deuxième d'un gérant de salle de fêtes dont le local a été vidé de ses équipements ; la troisième d'un particulier dont le garage a été vidé de ses outils et le camion de son poste radio. Après des recherches minutieuses, la police, souligne le communiqué de la cellule, est parvenue à identifier un des malfaiteurs au domicile duquel des objets subtilisés ont été retrouvés.

Son interrogatoire a permis de remonter toute la bande. Une grande partie des objets volés a été récupérée et les 3 voleurs auront tout leur temps de méditer leur forfait derrière les barreaux.

A. M.